



Doc. 13201
29 avril 2013

Poursuites à l'encontre du Parti du travail (Darbo partija) en Lituanie

Proposition de résolution

déposée par M. Gediminas JAKAVONIS et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Les droits de l'homme occupent une place à part en Europe et devraient être mis en œuvre dans des situations concrètes.

L'Assemblée parlementaire est d'avis que les partis politiques occupent une place à part dans les Etats démocratiques et que les mesures prises à leur encontre doivent être examinées avec la plus grande attention. Par conséquent, elle devrait examiner de manière responsable si les procédures judiciaires ouvertes à l'encontre de partis politiques et de leurs dirigeants s'apparentent à de la persécution politique.

Dans ce contexte, des poursuites pénales ont été engagées en Lituanie contre le Parti du travail et ses dirigeants. Un nombre toujours croissant d'informations confirment que ses opposants politiques ont intérêt à nuire au Parti du travail. Cela ressort de documents de l'ambassade des Etats-Unis en Lituanie, révélés par *Wikileaks*, qui indiquent qu'A. Januška (secrétaire d'Etat du ministère des Affaires étrangères, puis conseiller du Premier ministre), lors d'une conversation avec des diplomates américains, a déclaré que le gouvernement lituanien avait manigancé l'exclusion de Lituanie de Viktor Ouspaskitch en raison de ses relations avec les services spéciaux russes. Le seul motif à cela est que ce dirigeant est né en Russie. Les mêmes documents indiquent que « les soupçons quant à ses liens avec les services spéciaux russes ne sont pas justifiés, car en Lituanie, c'est une tradition que d'accuser les Russes de n'importe quel échec ».

En 2007, le droit de Viktor Ouspaskitch de rencontrer ses électeurs avait été restreint et les fonds du Parti gelés, faisant ainsi obstacle à toute activité politique. Le Parti du travail est l'une des plus grandes organisations politiques du pays et ses résultats électoraux montrent que la société a confiance en lui. En dépit de cela, le procureur a demandé aux tribunaux de restreindre sa capacité à s'allier aux autres partis.

L'Assemblée devrait donc analyser la situation concernant les poursuites engagées contre le Parti du travail en Lituanie et adopter les décisions qui s'imposent sur cette question.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

JAKAVONIS Gediminas, Lituanie, ADLE
ACKETOFT Tina, Suède, ADLE
ALIGRUDIĆ Miloš, Serbie, GDE
BERDZENISHVILI Levan, Géorgie, ADLE
BLONDIN Maryvonne, France, SOC
BROEKERS-KNOL Ankie, Pays-Bas, ADLE
DÍAZ TEJERA Arcadio, Espagne, SOC
DIŞLİ Şaban, Turquie, PPE/DC
EL OUAFI Nezha, Maroc
FARINA Renato, Italie, PPE/DC
FENECHIU Cătălin Daniel, Roumanie, ADLE
GIRZYŃSKI Zbigniew, Pologne, NI
GOGA Pavol, République slovaque, SOC
GROSS Andreas, Suisse, SOC
HANCOCK Mike, Royaume-Uni, ADLE
HARUTYUNYAN Davit, Arménie, GDE
HUNKO Andrej, Allemagne, GUE
HUOVINEN Susanna, Finlande, SOC
JAPARIDZE Tedo, Géorgie, NI
JENSEN Mogens, Danemark, SOC
KALMÁR Ferenc, Hongrie, PPE/DC
KHIDASHELI Tinatin, Géorgie, ADLE
KOLMAN Igor, Croatie, ADLE
MARKOVIĆ Milica, Bosnie-Herzégovine, SOC
NEUGEBAUER Fritz, Autriche, PPE/DC
O'REILLY Joseph, Irlande, PPE/DC
PETRENCO Grigore, République de Moldova, GUE
QUINTANILLA Carmen, Espagne, PPE/DC
RAKIĆ Katarina, Serbie, PPE/DC
SABELLA Bernard, Palestine
SAKOVSKIS Aleksandrs, Lettonie, SOC
SEYIDOV Samad, Azerbaïdjan, GDE
SHEVCHENKO Oleksandr, Ukraine, NI
SUDARENKOV Valeriy, Fédération de Russie, SOC
TALIADOUROUROS Spyridon, Grèce, PPE/DC
VERMEULEN Sabine, Belgique, NI
YATIM Mohamed, Maroc

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GDE: Groupe démocrate européen
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste
NI: non inscrit dans un groupe